

LE COURRIER

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GÉNÉRALES ET DE RÉFLEXION N° 563 DU JEUDI 30 MAI 2019 - PRIX : 300 FRANCS CFA

Terrorisme et trafic de drogue au Niger

Kalla Moutari tente-t-il de calmer la colère qui monte dans les rangs de l'armée ?

Le ministre de la Défense, Kalla Moutari a pris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des soldats en vue, souligne-t-on dans les milieux proches du ministre, de leur remonter le moral. En inscrivant sa démarche dans cette logique, Kalla Moutari avoue ses fautes multiples. Pour remonter le moral des troupes, il faut bien qu'il soit en dessous de zéro. Et c'est le cas à l'heure actuelle. Entre autres bévues ayant déprimé les Fds nigériennes, figurent les manquements graves constatés au niveau du ministère de la Défense. Les manquements de Kalla Moutari ? D'abord cette négligence coupable et sans doute blâmable du ministre de la Défense qui a délibérément refusé, selon Maman Abou, de procéder à la réparation et révision des appareils volants de l'armée de l'air, préférant plutôt miser sur l'achat de véhicules 4X4 qui rapporte des rétro-commissions intéressantes.



Par sa faute, note Maman Abou dans le journal Le Republicain dont il est le fondateur, « si on n'y prend garde, l'armée nigérienne risque de ne plus disposer d'avion pour accomplir sa mission régalienne ».

Lire pages 4-5

Processus électoral au Niger

Y aura-t-il jamais d'élections avant la fin du mandat de Mahamadou Issoufou ?

Présidentielle 20121

Les partisans de Salou Djibo se mobilisent



D'ors et déjà, des militants du PNDS auraient fait souligner leur soutien au général, une sorte d'allégeance politique. Ils auraient également décidé de continuer et accélérer le recrutement de sympathisants à cette candidature au sein des partis politiques. Notamment, au sein du PNDS qui, pour eux, doit beaucoup au général. Ce qui risque davantage de compliquer la situation pour Bazoum Mohamed.

Dosso

Le gouverneur de la région encourage-t-il l'incivisme ?

Mohamed Bazoum, le candidat déclaré, Salou Djibo le fan-tôme et Mahamadou Issoufou, le maître de cérémonie

Pour qui sonne le glas ?

Déclaration du Bureau Politique National du MODEN-FA Lumana Africa

Dans un communiqué, en date du mercredi 22 mai 2019, et dont la forme ressemble beaucoup plus à un tract qu'à un document officiel, le ministre de la Défense Nationale instruisait le Procureur de la République de poursuivre Son Excellence HAMA Amadou pour, dit-il, « des propos diffamatoires et de nature à porter atteinte au moral et à la cohésion des Forces de Défense et de Sécurité » et « ... de surcroit en temps de guerre » .

Monsieur Kalla Moutari reconnaît pourtant l'échec du gouvernement dans sa politique de lutte contre l'insécurité et la défense du territoire national. En effet, il reconnaît « la recrudescence des actes terroristes consistant à des enlèvements de personnes, de meurtres, de pose d'engins explosifs et d'attaques de position de FDS ». Paradoxalement, il affirme dans le même communiqué que le « Niger est de tous les pays affectés, celui qui a pu maintenir les menaces terroristes hors de ses frontières » .

Alors question à Kalla Moutari : Comment donc les terroristes ont-ils pu poser des actes s'ils sont maintenus hors de nos frontières, comme il le soutient avec arrogance ?

Militantes, Militants
Pour revenir aux événements du 14 mai 2019. Monsieur Kalla a dit, sur une radio étrangère, avoir été informé par ses services d'actions probables hostiles à la sécurité du pays. Qu'a-t-il fait de cette information ? Assurément rien!

La preuve, Tout un peuple pleure ses fils tombés dans une embuscade.

Ici, le Ministre de la Défense Nationale s'est rendu complice, ou disons même, coupable de la tragédie qui a frappé notre peuple.

Militantes, Militants,
Le MODEN FA Lumana Africa se félicite du rejet unanime et prompt des Nigériens de l'intérieur comme de l'extérieur de cette nième machination du

pouvoir de Mahamadou Issoufou. Pouvoir qui, lorsqu'il manque de solutions à des problèmes qu'il a lui même créés cherche à tout prix un bouc émissaire par de maladroites techniques de diversions. Ce bouc émissaire est toujours LUMANA, précisément son Président.

Si donc les propos tenus par son Excellence HAMA Amadou dénaturé à dessein, sont considérés comme étant d'une gravité extrême, que dire alors de la réunion, grossièrement servie au monde entier montrant un chef d'Etat co-présidé une réunion avec les Ambassadeurs et des militaires de bases étrangères de certaines puissances, de surcroit dans la salle du Conseil des Ministres.

Désemparé face au défi auquel le Niger est confronté et la révolte affichée par les citoyens, le régime fait appel à ses magistrats aux ordres comme dans de nombreux cas vécus.

Quelle suite le Procureur de la République a-t-il donnée à la découverte et au démantèlement d'un entrepôt contenant plusieurs tonnes de drogue ? à l'affaire de l'avion présidentiel ? à l'uraniumgate ? à la plainte du SAMAN ? Etc., etc.

Quelle suite, le Procureur de la République a-t-il réservée aux propos tenus par Bazoum Mohamed sur l'existence des « officiers ethnistes » dans notre armée ? où même lorsqu'il disait, après le massacre de Ayérou, poste frontalier que nos soldats étaient en sous-effectifs et mal équipés. Qu'a-t-il fait lorsque Maman Abou, membre influent du PNDS, dans leur journal « Le Républicain » l'accuse de faire de la lutte contre l'insécurité un fond de commerce ? A l'évidence, ce sont ces actes posés par les dignitaires du régime, eux-mêmes, qui sont de nature à porter atteinte au moral et à la cohésion de nos forces de défense et de sécurité. Monsieur Kalla Moutari, lui-même, a-t-il été inquiété, lorsqu'il a extirpé de la prison de

Zinder des prévenus ?

Militantes, Militants

Lorsque face à une rupture totale d'égalité des Nigériens devant la loi, s'ajoute au quotidien des tueries sauvages auxquelles notre peuple est exposé, nul n'a le droit de se taire.

Oui, Issoufou Mahamadou, il y a bel et bien des catégories de citoyens, même dans l'armée créée par vous-même parmi lesquels vous prescrivez l'impunité, la licence et le bonheur aux uns et le malheur aux autres. Qui n'a pas admis que ce sont de très jeunes soldats qui sont tombés à Baley Béri (Tongo Tongo).

La cause de cette situation dramatique est une et unique : la mal gouvernance. Cette même mal gouvernance et cette arrogance démesurée qui a amené Kalla Moutari à déclarer le Niger en état de guerre au mépris de l'article 104 de la constitution qui stipule que « la déclaration de guerre est autorisée par l'Assemblée Nationale » .

Pour le MODEN FAAFRICA, il existe bel et bien une catégorisation des citoyens que nous ne cesserons jamais de dénoncer et de combattre.

-N'y a-t-il pas une catégorisation de citoyens dans l'accès aux marchés et services publics, dans les concours, dans les affectations et nominations. Le MODEN FA qui, par sens de retenu et de responsabilité, a jusqu'ici abordé ces questions avec délicatesse et humilité n'entend plus se taire désormais face au drame qui guette le peuple nigérien de peur d'être lui-même complice. C'est dans cet esprit de préparation et de formation citoyenne que HAMA Amadou, Chef de file de l'opposition a entretenu ses militants.

En effet, les questions même militaires demeurent avant tout une question citoyenne. La question de la gouvernance sécuritaire est une question qui concerne tout le monde, surtout dans un pays où les tueries sont

fréquentes.

Nous affirmons et confirmons notre rôle de dire la vérité sur le fonctionnement des institutions, sur le comportement des gouvernants, donc le mauvais usage du pouvoir. C'est important pour Mahamadou Issoufou s'il a un petit souci de corriger ses aberrations et ses erreurs. Si le chef de file de l'opposition interpelle le gouvernement, après les différents massacres enregistrés au niveau de nos FDS pour que « plus jamais ça », il est clair qu'il ne fait que répéter les constats et analyses produits par sa formation politique. Il est là aussi dans son rôle de leader qui ne doit pas se taire face à cette tragédie dont le principal responsable est toujours Mahamadou Issoufou et son gouvernement. C'est pourquoi, nous demandons au groupe parlementaire d'initier immédiatement la création d'une commission d'enquête parlementaire pour cerner les contours de ce qui s'est passé réellement, le 14 mai 2019, à Baley Béri (Tongo Tongo) et pour déterminer l'usage fait de ressources colossales mises à la disposition du ministère de la défense nationale depuis 8 ans que la renaissance gère le pays. Si la sortie ratée de Kalla Moutari commanditée par Issoufou Mahamadou a pour but de dissuader le Chef de File de l'Opposition, Son Excellence HAMA Amadou, de rentrer au Niger comme il l'a promis, nous disons qu'ils n'ont rien perçu de l'engagement et de la détermination des Nigériens en général et des militants du MODEN FA Lumana Africa en particulier.

Aussi, le Bureau Politique National lance-t-il un appel pressant pour la grande et décisive mobilisation de l'ensemble de ses structures qui doivent se tenir prêtes pour répondre aux mots d'ordre à venir.

Vive le Niger,
Vive la Démocratie,
Vive l'opposition,
Vive le MODEN FA Lumana Africa !

Processus électoral au Niger

Y aura-t-il jamais d'élections avant la fin du mandat de Mahamadou Issoufou ?

Nombre de Nigériens ont toujours douté de la volonté du pouvoir en place d'organiser les élections de fin de mandat à date.

Depuis le hold-up électoral de 2016, et les reports successifs des élections locales, sur fond de modifications de l'ordonnance portant code des collectivités territoriales, le régime a laissé entrevoir la probabilité d'une fin de mandat sans élections pour Mahamadou Issoufou. L'annonce faite par le président de la commission électorale, M^e Soukna Issaka, quant à la période durant laquelle le fichier et les cartes biométriques seront disponibles, a accentué le doute chez les Nigériens.

Dans un point de presse qu'il animé le samedi 25 mai 2019, Soukna Issaka a déclaré que « la liste biométrique et les cartes biométriques seront disponibles en juillet 2020 ». Un pavé dans la mare ! En juillet, le Niger serait en pleine campagne hivernale, ce qui suppose une pause obligée du processus électoral qui ne pourra reprendre, dans les meilleurs délais, qu'en octobre 2020.

À six mois à peine de la fin du second et dernier mandat de Mahamadou Issoufou. Or, selon le chronogramme en vigueur jusqu'au samedi 25 mai dernier, le dépôt des candidatures pour les élections locales est prévu pour le 14 février 2020 et le scrutin, retenu pour le 12 mai 2020. Quant aux élections présidentielle, 1^{er} tour et législatives, elles sont programmées pour le 27 décembre 2020. L'annonce de M^e Soukna est claire. Le régime a décidé à nouveau de zapper les élections locales et de faire les choses à sa convenance, c'est-à-dire s'assurer d'abord le contrôle de l'Exécutif afin d'influer sur les locales.

Les élections locales définitivement hypothéquées

L'annonce de Soukna Issaka

qui a promis un nouvel agenda électoral d'ici peu a de quoi inquiéter les acteurs politiques et les partenaires du Niger qui semblent dubitatifs depuis le début de ce processus électoral. Le respect scrupuleux du calendrier électoral que réclamait Seïni Oumarou le 26 mars à Tahoua, lors du 9^e congrès statutaire de son parti est remis en cause. Une belle giflette pour le président du Mnsd qui, selon des sources dignes de foi, devra s'attendre prochainement à un uppercut. Le Président Issoufou lui en voudrait d'avoir furtivement transformé un congrès statutaire en un congrès d'investiture dans l'unique but de le mettre devant le fait accompli. En renvoyant aux calendes grecques les élections locales, la commission électorale, qui n'a ni vocation ni mandat d'en décider, se trahit de façon grossière. M^e Soukna étale



la preuve qu'il est au service d'un parti politique, le Pnds qui, seul, tire les ficelles de cette situation rocambolesque. Le calendrier électoral est donc sujet à caution, instrumentalisé à volonté par le Pnds.

Les élections locales ne sont plus envisageables sous Mahamadou Issoufou, du moins avant la fin de son second et dernier mandat. Les inquiétudes

sont énormes et les débats, dans les cercles de causerie politique le traduisent. Que nous prépare Mahamadou Issoufou qui ne perd aucune occasion de prétendre que son vœu, c'est de passer la main en 2021 à un autre démocratiquement élu ? Ce qui est d'ores et déjà certain, avec le renvoi aux calendes grecques des élections locales, il a signé ce qui se profile à l'horizon. **Laboukoye**

Dosso

Le gouverneur de la région encourage-t-il l'incivisme ?

La question est sur toutes les lèvres à Dosso. La population de la commune s'indigne contre le comportement du gouverneur qui semble se donner le droit de demander à une catégorie de commerçants à ne pas payer les taxes de marché. L'histoire s'est déroulée il y a quelques jours. Selon des témoignages, le gouverneur de Dosso serait parti au petit marché de Dosso pour demander à un groupe de commerçants venus pour vendre le moringa de s'abstenir de payer les taxes. Il aurait même demandé à la police au niveau régional de leur accorder des facilités pour qu'ils puissent écouler facilement leurs produits. Cet acte de favoritisme du premier responsable de la région au profit d'une catégorie de commerçants est une insulte aux principes d'égalité des citoyens, un acte gravissime qui pousse à la révolte. D'ailleurs, selon des échos qui nous parviennent de Dosso, l'acte posé par le gouverneur serait en train de faire des taches d'huile. Des commerçants,

grossistes comme détaillants, refuseraient également de payer les taxes. Autant dire que, la situation risque de s'empirer au détriment de la commune. Cette commune de Dosso qui est une des plus pauvres du Niger. Aujourd'hui, avec les actes d'incivisme, apparemment, encouragés par le gouverneur de la région, les secteurs sociaux de base risquent de s'effondrer. Pire, selon des sources dignes de foi, au niveau de cette région les recettes fiscales ne font que se dégringoler davantage. A cause de l'incivisme encouragé et soutenu par certains responsables régionaux. L'injonction du gouverneur à ces vendeurs de moringa à ne pas payer les taxes a provoqué, selon nos sources, une dispute avec des allégations entre le gouverneur et le maire de la commune de Dosso. Lequel aurait demandé au gouverneur Moussa Ousmane de ne pas encourager l'incivisme fiscal. Une façon de lui rappeler qu'une telle pratique est indigne de la part d'un gouverneur. En tout cas, dans une



république sérieuse, ce gouverneur devrait se retrouver au frais pour avoir incité à l'incivisme.

Mais, aujourd'hui sous l'ère de la renaissance, l'acte du gouverneur de Dosso est considéré comme un digne qui mérite d'être applaudi. Car, c'est l'ère du temps, le mérite revient aux trafiquants, détournateurs des biens publics et autres bandits de tout acabit. Pour dire qu'on assiste, depuis quelque temps, au délabrement total des valeurs sociales et à la déliquescence de l'Etat. Le comportement du gouverneur de Dosso est indigne d'une autorité de la République. Et mérite pour l'histoire d'être sanctionné

Nous y reviendrons !

Terrorisme et trafic de drogue au Niger

Kalla Moutari tente-t-il de calmer la colère qui monte dans les rangs de l'armée ?

Deux semaines après le guet-apens meurtrier de Baley Béri qui a coûté la vie à près d'une trentaine d'éléments des Forces de défense et de sécurité (Fds), les autorités nigériennes tentent, apparemment, de calmer la colère qui monte dans les rangs de la grande muette. Le ministre de la Défense, Kalla Moutari a pris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des soldats en vue, souligne-t-on dans les milieux proches du ministre, de leur remonter le moral. En inscrivant sa démarche dans cette logique, Kalla Moutari avoue ses fautes multiples. Pour remonter le moral des troupes, il faut bien qu'il soit en dessous de zéro. Et c'est le cas à l'heure actuelle. Entre autres bévues ayant déprimé les Fds nigériennes, figurent les manquements graves constatés au niveau du ministère de la Défense. Les manquements de Kalla Moutari ? D'abord cette négligence coupable et sans doute blâmable du ministre de la Défense qui a délibérément refusé, selon Maman Abou, de procéder à la réparation et révision des appareils volants de l'armée de l'air, préférant plutôt miser sur l'achat de véhicules 4X4 qui rapporte des rétro-commissions intéressantes. Par sa faute, note Maman Abou dans le journal *Le Républicain* dont il est le fondateur, « si on n'y prend garde, l'armée nigérienne risque de ne plus disposer d'avion pour accomplir sa mission réga-

lienne ». Maman Abou donne des détails en précisant que « trois hélicoptères sont garés en attente de réparation depuis belle lurette » et que « l'état de ces appareils nécessite une intervention en Russie pour leur remise en état opérationnel. Mais, malgré la demande incessante, les autorités de tutelle feignent de ne pas en faire une priorité, malgré les défis du moment ». [...]. Conclusion : « L'armée nigérienne, toujours selon Maman Abou, se trouve présentement privée de cinq appareils volants du seul fait de la négligence de l'autorité compétente ». Une négligence délibérée et intéressée, si l'on en croit Maman Abou qui souligne que le ministre de la Défense passe le clair de son temps à recevoir des commerçants

Kalla Moutari préfère acheter des 4X4 susceptibles de procurer des rétro-commissions que de faire réparer les appareils volants de l'armée de l'air

Le choix délibéré de Kalla Moutari pour l'achat de véhicules 4X4 plutôt que de doter l'armée de l'air des moyens requis pour sa mission, déterminante dans la lutte contre le terrorisme, est une faute très grave pour un ministre de la Défense. C'est d'autant plus grave que l'armée est obligée, à chaque que ses positions sont attaquées, que ce soit à l'est du pays, dans la région de Diffa comme à l'ouest dans la région de Tillabéry, de lan-



cer une course-poursuite terrestre, avec tous les risques de tomber dans un traquenard. Sans couverture aérienne, c'est pratiquement une mission sacrificielle. Le massacre de Baley Béri est un cas parmi tant d'autres.

L'aveu de Mohamed Bazoum est bel et bien la réalité des Fds

Autre faute non moins lourde à imputer au ministre de la Défense, les Fds nigériennes ne sont pas bien équipées et l'aveu est d'abord venu de son homologue du ministère de l'Intérieur, Mohamed Bazoum, au lendemain de la tuerie des 13 gendarmes, à Ouallam. L'aveu de Mohamed Bazoum, dont on ne peut mettre en doute la sincérité, corrobore ce que Maman Abou a révélé sur l'état désastreux de l'armée de l'air. Que vaut une armée sans armes ? Assurément une chair à canon pour des terroristes qui poussent la provocation et le mépris jusqu'à s'aventurer au cœur du dispositif de défense de l'armée nigérienne, frapper et dispa-

raître comme par enchantement. Les attaques contre la prison de haute sécurité de Koutoukalé sont en l'espèce des cas inadmissibles. Et pourtant, Kalla Moutari est le premier à s'empresse de dire que les terroristes ont frappé et que la poursuite est lancée. Comment des terroristes peuvent-ils s'aventurer jusqu'à Koutoukalé, s'attaquer en plein jour aux Fds qui gardent ladite prison et réussir à disparaître. Pour tous ceux qui connaissent la géographie des lieux et les positions des Fds, avec le groupement d'instruction de Tondibia situé à 15 kilomètres de Koutoukalé, le détachement de la Garde nationale sis et le camp d'artillerie de Tillabéry, c'est une folie que de s'attaquer à Koutoukalé. Il y a également Tiloa, Ouallam, Mangaizé et Tahoua. Une véritable souricière !

Les propos de Kalla Moutari qui choquent et désorientent

L'embuscade meurtrière de Baley Béri est un massacre que l'on pourrait

sans doute éviter. Outre que l'on a envoyé des éléments terrestres en patrouille dans une zone dangereuse sans couverture aérienne, au ministère de la Défense, l'on ne peut ignorer que des terroristes se trouvant à une poignée de kilomètres, c'est pratiquement se jeter dans l'ancre du loup. Un suicide en somme que le bon sens aurait pu permettre d'éviter. Un bon sens qui a certainement manqué au ministre de la Défense en reconnaissant, lors d'un point de presse qu'il animé au lendemain de son déplacement à Mangaïzé, qu'ils avaient l'information que des attaques seraient perpétrées contre le Niger. « Nous avons vu venir, dit-il. Il n'y a pas de responsable militaire de notre pays, il n'y a pas de responsable des services de sécurité de notre pays ou de haute autorité de notre pays qui ne savait pas que bientôt, nous serons l'objet d'attaques et d'attaques massives ».

« Nos Forces de défense et de sécurité n'ont pas convaincu dans la lutte contre le terrorisme », dixit Kalla Moutari

Le rétropédalage de Kalla Moutari est digne d'un Charlie Chaplin. A l'occasion de son point de presse scandaleux qui a été plus un coup d'œil habituel aux occidentaux qu'une séance d'information de l'opinion nationale, Kalla Moutari a bien relevé que l'information, nous la devons à nos Fds. C'est bien pourtant le même Kalla, ministre de la Dé-

fense, qui a confié il y a quelques mois à Jeune Afrique, que « nos Forces de défense et de sécurité n'ont pas convaincu dans la lutte contre le terrorisme ». Quant au président de la République et chef suprême des armées, il a déclaré, se souvient-on à Niamey, que « sans les puissances occidentales, nos armées sont sourdes et aveugles ».

« Nous présentons aux Fds toutes nos excuses pour cette lenteur », a-t-il déclaré sans gêne. Une lenteur qui a coûté la vie à 28 éléments des Fds et qui n'est unique dans son genre.

« Nos soldats sont tombés presque au petit matin », a déclaré Kalla Moutari. Pourquoi est-ce seulement la nuit que la base a été informée de ce qui s'est passé. Selon des confidences faites par des sources crédibles, il n'y a jamais eu de renforts à Baley Béri. Ce sont les rescapés, revenus à la base, qui ont informé de ce qui est arrivé. D'où la mission de récupération des corps des soldats tués. Le ministre de la Défense a lui-même parlé de difficulté de communication. Ces difficultés, rapporte notre source, sont liées au fait que les moyens de communication donnés aux soldats étaient dérisoires. Si les instruments utilisés sont de pointe, il reste que ça ne suffit pas pour que les équipes en mission soient en permanence connectées avec la base. Ce n'est pas un hasard si Kalla reconnaît une certaine lenteur de

leur part. Lenteur de communication et conséquemment, lenteur de réaction appropriée. « Nous présentons aux Fds toutes nos excuses pour cette lenteur », a-t-il déclaré sans gêne. Une lenteur qui a coûté la vie à 28 éléments des Fds et qui n'est unique dans son genre.

Avec le trafic de drogue, source de financement du terrorisme et le nombre élevé de cadres de l'armée incarcérés, Kalla Moutari a du pain sur la planche.

Si la pérégrination actuelle du ministre de la Défense auprès des Fds à l'est du pays se justifie amplement, lui qui a commis tant d'impairs, il va sans dire que sa mission est sujette à caution. La lutte contre le terrorisme est d'abord une lutte à mort contre le trafic de drogue face auquel les autorités nigériennes semblent pourtant impuissantes. Comment Kalla, qui a assuré lors de son point de presse qu'il ne peut y avoir aucun point commun entre eux et les terroristes, peut-il convaincre et rassurer lorsque, au cœur de l'Etat, des narcotrafiquants font la pluie et le beau temps ? Pourquoi, puisque d'éminents membres du régime reconnaissent et témoignent que c'est l'argent de la drogue qui finance le terrorisme et le banditisme transfrontalier, les autorités nigériennes ne déclarent pas la guerre aux trafiquants de drogue ? L'attitude du pouvoir de Niamey vis-à-vis des trafiquants de drogue fait plus qu'intriguer puisque des

individus cités dans des affaires de drogue, les trois plus hautes personnalités de l'Etat en comptent dans leurs cabinets comme conseillers. À l'exception de Mohamed Sidi Mohamed alias Hamadana qui s'est fait épingleur en Guinée Bissau avec près de 800 kilos de cocaïne par la DEA américaine, tous les autres sont là, tranquilles et confiants. Kalla Moutari peut-il, dans ces conditions, convaincre ses vis-à-vis ? Les marges de manœuvre du ministre de la Défense sont en réalité réduites. En plus du trafic de drogue auquel se livrent de proches collaborateurs des trois premières personnalités de l'Etat, Kalla Moutari porte le lourd handicap d'avoir dans plusieurs geôles du pays un nombre élevé de cadres de l'armée, officiers supérieurs embastillés et incarcérés sur la base de simples soupçons. Autant dire que Kalla Moutari a donc du pain sur la planche.

Laboukoye

LE COURRIER

Hédomadaire d'informations

générales et de réflexion

NIF : 17763 / S

Tél : 96 88 74 09

96 29 05 42

Siège : Quartier Terminus

E-MAIL :

lecourrier_niger@yahoo.fr

Fondateur

Ali Soumana

Directeur de Publication

Moussa Dodo

Impression : GIN

Tirage

1500 Exemplaires

Un marché de plus de deux milliards donné par entente directe pour le compte de l'ARCEP

Offrir des marchés frauduleux aux sociétés occidentales pour s'assurer le soutien de lobbys financiers

Le passage d'Angela Merkel au Niger, lors de sa tournée récente en Afrique de l'Ouest francophone, n'a pas dérogé à la tradition du régime de Mahamadou Issoufou. La bonne dame a quitté Niamey, avec dans l'escarcelle deux gros marchés octroyés à des sociétés allemandes, en violation des lois en vigueur. Le premier de ces deux marchés, sans doute sans doute attribué sur instruction du Président Issoufou, par entente directe, est relatif à l'acquisition et l'implémentation de systèmes de contrôle du spectre pour le compte de l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP). Un marché de plus de deux milliards, exactement 2 664 633 117 FCFA, qui oblige à un appel d'offres international. Il a été gracieusement accordé au constructeur allemand d'équipement RHODE & SCHWARZ pour un délai d'exécution de 18 mois, en deux pha-

ses de neuf mois, chacune.

Objet d'un appel d'offres en 2017, le marché a été déclaré infructueux et laissé en jachère. Jusqu'à l'arrivée d'Angela Merkel, en quête de marchés faciles. Outre la société allemande bénéficiaire de ce cadeau de fin de mandat de Mahamadou Issoufou à la chancellerie allemande, quatre autres avaient participé à l'appel d'offres. Il s'agissait de LS Telecom, T.C.I ainsi que deux autres sociétés de moyenne envergure dans le domaine : AZTELCO, une société française et INTELEC 3 SARL (maliennne). S'il est curieux que le gouvernement ait offert ce marché à RHODE & SCHWARZ alors qu'elle n'était que troisième du classement lors du dépouillement, il est encore plus curieux que le montant de l'entente directe soit plus élevé que celui que la même société a proposé au départ. Où va le montant surfacturé ?

Présidentielle 20121

Les partisans de Salou Djibo se mobilisent

Les choses se précisent peu à peu. Les partisans de Salou Djibo se mobilisent dans la perspective du scrutin présidentiel de 2021. A cet effet, selon des sources proches du général Salou Djibo, des rencontres s'organisent avec des anciens cadres de commandement, des ministres de la transition militaire de 2010 et des militants du PNDS –Tarayya. Des rencontres pour peaufiner les stratégies de mobilisation et d'engouement autour de la candidature du général. D'ors et déjà, des militants du PNDS auraient fait souligner leur soutien au général, une sorte d'allégeance politique. Ils auraient également décidé de continuer et accélérer le recrutement de sympathisants à cette candidature au sein des partis politiques. Notamment, au sein du PNDS qui, pour eux, doit beaucoup au général. Ce qui risque davantage de compliquer la situation pour Bazoum Mohamed. Car, les deux risquent de partager le même électorat. Temps difficile alors pour Bazoum Mohamed qui va certainement s'estimer trahi par ses camarades politiques dont beaucoup se ruent vers le général Salou et



d'autres préfèrent rester pour miner le parti au profit de Massaoudou Hassoumi. Nous a-t-on informé une source. Aux dires de notre source, des moyens humains et financiers seront déployés pour créer un déferlement autour de la candidature du général. Dans cette perspective, selon notre source, des grands opérateurs économiques connus par le grand public auraient promis de mettre les moyens à la disposition des comités de soutien qui seront bientôt mis en place pour le travail de mobilisation. Le match final au sein du PNDS se jouera, alors, entre Massaoudou et Salou Djibo. Quand le sieur Bazoum sera, définitivement, abattu par l'article 47 de la Constitution. Les jours à venir nous édifieront davantage.

Achat d'un car de retransmission par entente directe

Un autre cas de tricherie

Finalement, au Niger, des services et autres sociétés d'Etat semblent utiliser les mêmes artifices pour contourner les textes qui encadrent la passation des marchés publics. Cela dans le but de mettre à sac les quelques maigres ressources du pays. La passation des marchés par entente directe est donc la formule trouvée par les dirigeants pour perpétrer leur forfaiture de tricherie et de pillage des ressources publiques à travers des retro commissions. Après l'ACERP qui semble exceller dans la tricherie avec l'octroi d'un marché de plus de deux milliards pour le contrôle des spectres. C'est le ministère de la communication qui prend le relais avec un marché pour achat d'un car de retransmission dont le prix s'élève à plus de 3 milliards. Le hic est que l'achat de ce matériel est annoncé pour des activités déjà réalisées. La rencontre U-20 dont les activités se sont déjà déroulées dans notre pays avec tant d'humiliations pour nos joueurs qu'aucun nigérien ne veut plus revivre. Au cours de cette rencontre continen-

tale, la retransmission des matches a été rendue possible grâce à l'ancien car de l'ORTN et à un autre de notre voisin le Burkina Faso. Pour quoi donc aujourd'hui, pour annoncer l'achat d'un car de retransmission. Cela ressemble à une tricherie pour dépouiller l'Etat de ses maigres ressources. Si non, pour quoi, les autorités n'avaient pas pris les mesures nécessaires et utiles pour acheter le car à temps ? Pour quoi n'avaient-elles pas fait cette communication avant la tenue des jeux de U-20 ? Autant des questions qui taraudent les esprits et qui méritent de réponses. En tout cas, les nigériens soucieux de l'utilisation efficiente des deniers publics émettent de doute sur les manières de faire du gouvernement. Lesquelles manières sentent la magouille. Pour éclairer l'opinion et pour une question de transparence, il faut que le ministre Sala Habi s'explique. Auquel cas, on ne pourrait empêcher aux esprits avertis de douter et d'alerter l'opinion. En tout état de cause, tout va se savoir un jour.

CANAL+ VOUS SOUHAITE UN BON RAMADAN

LES BOUQUETS CANAL+

94 24 11 11
COURT D'UN APPEL LOCAL

CANAL+ Niger



AVIS DE VACANCE DE POSTE

Créée le 28 mai 1975, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation régionale intergouvernementale regroupant les quinze (15) Etats membres suivants : le Bénin, le Burkina, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son Siège social est à Abuja, Nigeria et les langues de travail Sont : l'anglais, le français et le portugais

La mission de la CEDEAO est de promouvoir la coopération et l'intégration en vue de mettre en place une union économique pour accélérer le développement social, économique et politique de la région ouest africaine. La CEDEAO est également l'un des piliers de la réalisation de la Communauté économique africaine. La CEDEAO est composée d'Institutions et d'Agences spécialisées dont la Cour de Justice de la Communauté, le Parlement de la CEDEAO, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) et le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent (GIABA).

En vue d'une mise en œuvre efficace de ses programmes sectoriels, la CEDEAO a entrepris une réforme structurelle et organisationnelle et cherche à recruter des candidat(e)s capables, qualifié(e)s et ressortissants des Etats-Membres de la CEDEAO, dans les domaines suivants :

1. Administration Générale, Conférences, Finance; Gestion des Ressources Humaines,

- 2. Politiques Macroéconomiques, Recherche Economique, Infrastructure,
- 3. Commerce, Douanes, Libre Circulation, Industrie et Promotion du Secteur Privé
- 4. Agriculture, Environnement, Ressources naturelles, Santé, Santé animale
- 5. Affaires Politiques, Paix, Sécurité, Affaires Sociales et Genre
- 6. Education, Science et Culture, Développement de la Jeunesse et du Sport
- 7. Télécommunications et Technologies de l'Information
- 8. Blanchiment d'Argent et financement du terrorisme
- 9. Relations internationales / Diplomatie, Affaires juridiques
- 10. Suivi et évaluation, Gestion stratégique, Planification stratégique
- 11. Mines, Énergie, énergies renouvelables, efficacité énergétique
- 12. Audit interne

Les personnes souhaitant faire acte de candidature sont priées de bien vouloir visiter

Régulièrement le site web de la CEDEAO, www.ecowas.int où les postes seront Progressivement publiés. Ils devront, à cet effet, télécharger le formulaire de demande d'emploi, le remplir et l'envoyer en pièce jointe en plus de leur CV à l'adresse électronique Indiquée pour le poste choisi. Les potentiels candidats doivent avoir moins de 50 ans.

Les candidatures féminines sont encouragées. Seuls les candidats présélectionnés seront Contactés.

URANIUMGATE

Lettre ouverte au chef de l'État Issoufou Mahamadou
Monsieur le Président, où sont nos 200 milliards F CFA

MONSIEUR le Président, pour une fois, 'LE COURRIER'. a préféré vous interpellé, en votre qualité de magistrat suprême et garant du bon fonctionnement des institutions de la République. Nous en appelons à toutes vos prérogatives constitutionnelles afin d'aider à éclairer la lanterne des 19 millions de Nigériens que nous sommes, relativement à l'affaire dite Uraniumgate.

Monsieur le Président, notre interrogation se résume en cette question : où sont nos **200 milliards FCFA** ? Remarquez que la



"disparition" d'une telle somme suscite forcément un grand émoi au sein de l'opinion nationale. Pour dire vrai, les Nigériens sont littéralement atterrés par ce tour de passe-passe exécuté par l'un de vos plus fidèles lieutenants, en la personne de HASSOUMI MASSOUDOU. En effet, votre ancien directeur de Cabinet est le maillon principal de cette opération financière des plus mafieuses. D'ailleurs, il n'a point nié le bienfondé des accusations portées par "LE COURRIER". Bien au contraire, HASSOUMI MASSOUDOU a grandement corroboré nos affirmations. L'ensemble des Nigériens sont avides de connaître la vérité sur ce scandale politico-financier. Nous le savons, dans votre entourage, "LE COURRIER" est très mal vu et nous le comprenons aisément du moment où il dérange en divulguant

régulièrement des affaires qui gênent au plus haut point votre régime. Si mettre en lumière des scandales imputables à votre gestion cahoteuse constitue notre seul péché, que l'on nous reconnaisse au moins le mérite d'assumer cette mission de service public qui incombe à la presse. Monsieur le Président, nous réitérons une fois de plus notre question : où sont donc nos 200 milliards FCFA? De par vos fonctions de chef suprême de l'administration publique, vous ne pouvez pas ignorer la destination prise par cet argent soutiré aux contribuables nigériens. Absolument pas. Vous taire fait de

vous le complice d'une des plus grosses forfaitures jamais commises au Niger. Ne pas accéder aux attentes du peuple quant à la manifestation de la vérité fait de vous le parrain d'une ignominieuse association de malfaiteurs. Monsieur le Président, plus que jamais vous êtes dans l'obligation absolue de laisser la justice suivre son cours, sans ingérence d'aucune sorte et mieux, de la soutenir ouvertement dans cette affaire des 200 milliards de l'Etat nigérien.

Monsieur le Président, nous ne saurions terminer cette lettre sans reposer notre question : où sont passés nos 200 milliards FCFA? Sans nul doute, vous avez la réponse à cette question. Alors, le peuple entier vous le demande avec insistance. **Alpha**

Mohamed Bazoum, le candidat déclaré, Salou Djibo le fantôme et Mahamadou Issoufou, le maître de cérémonie

Pour qui sonne le glas ?

Véritable équation à deux inconnues, la problématique de la succession de Mahamadou Issoufou s'annonce comme une sorte de tragédie pour le pouvoir en place. Entre Mohamed Bazoum, le candidat déclaré, Salou Djibo, le fantôme qui hante les esprits et Mahamadou Issoufou, le maître de cérémonie, aussi trouble qu'une eau polluée de pétrole, on ne sait pas pour qui sonne le glas. Les choses semblent très compliquées pour chacun des trois. Tandis que Mohamed Bazoum se prévaut de sa légitimité politique pour briguer la magistrature suprême au nom du Pnds Tarayya dont il est le président, Salou Djibo le fait quelque peu douter depuis que, contre toute attente, il a demandé à quitter l'armée pour une vie civile dont les Nigériens ont vite soupçonné l'orientation. Quant à Mahamadou Issoufou, il semble balloté entre les deux, même si, pour le moment, il a le bénéfice de doute, Salou Djibo n'ayant pas encore fait tomber

complètement les masques. L'affaire est assez corsée pour tous les trois. Si le soldat Salou s'engage véritablement en politique, c'est certainement pour être sur la ligne de départ de l'élection présidentielle. Son départ à la retraite anticipée, à deux ans des adieux de Mahamadou Issoufou aux Nigériens, est un événement qui en dit long sur la suite que Salou Djibo compte réserver à sa nouvelle carrière. Il a d'ailleurs enfoncé le clou en organisant, à son domicile, la semaine dernière, une rupture de jeûne collective à laquelle ont pris part tous ses obligés. Le soldat ferait-il de la pub au hasard ? Pour de nombreux observateurs de la scène politique nigérienne, Salou Djibo est un candidat potentiel et l'histoire donnera raison, une fois de plus, au chef de file de l'opposition nigérienne, Hama Amadou, qui a révélé l'existence d'un deal secret entre Mahamadou Issoufou et le général Salou Djibo. Un deal à l'issue duquel le premier,

après deux mandats, retournera l'ascenseur au second. Le temps est le principal adversaire du général. Il doit faire pour le moment profil bas en évitant de poser des actes tendant à confirmer la révélation explosive de Hama Amadou. S'il a désormais un porte-parole, Salou ne peut toutefois aller plus loin. Il doit fermer les yeux, sans possibilité de faire l'action, en attendant que le chemin lui soit déblayé. Mais, cela n'est pas forcément à son avantage. Pendant qu'il croise les doigts et s'ingénie à nier ce qui se profile à l'horizon, le candidat déclaré du Pnds, lui, gagne du terrain. Il s'organise, recrute et consulte en vue de soutiens massifs et sans équivoque. Avec une longueur d'avance appréciable, Mohamed Bazoum n'a rien à craindre de la perspective que Salou Djibo s'engage en politique. Bien qu'imposé par le Président Issoufou, Bazoum est en voie de rallier à sa cause tous les ténors du Pnds qui se disent que s'il faut choisir, il n'y

a pas match entre le philosophe et le soldat. Mais rien n'est encore joué, l'ombre de Hassoumi Massoudou planant toujours sur les différents schémas de sortie. Des informations dignes de foi le créditent toujours de chances considérables, la confrontation entre Salou et Bazoum étant inévitable. Certains de ses proches continuent d'ailleurs à soutenir que l'intéressé n'a jamais été aussi engagé dans sa volonté de briguer la magistrature suprême. Comment ? Telle est la question. La réponse se trouve peut-être dans ce qui se chuchote dans les milieux proches du Pnds. Selon des informations que l'on entend de plus en plus dans certains salons feutrés de la capitale, Mohamed Bazoum ne serait qu'un simple artificier. Pour le compte de qui ? Sûrement pas pour le soldat, l'orgueil du philosophe l'empêchant de se réduire à un tremplin pour quelqu'un d'autre après Issoufou.

Laboukoye

Mémorisation du Saint Coran

1^{ère} édition « Moussaabaka » du Sultanat de Dosso, « prix Imam Harouna »

Du 25 au 26 mai dernier, s'est tenue à la maison de la culture Garba Loga de Dosso, la première édition du concours de mémorisation du saint coran (MOUSSABAKA) du Sultanat de Dosso, prix IMAM Harouna. Le thème retenu pour cette 1^{ère} édition est : « la jeunesse dossolaise, c'est aussi le CORAN ». Cette initiative, la première du genre dans la ville de Dosso, est l'œuvre des ressortissants de Dosso sous l'égide de l'honorable Sultan Maidanda Seydou Djermakoye.

Dirigée par d'éminents Oulémas connus dans le domaine, cette première édition a regroupé une trentaine de jeunes qui se sont rivalisés dans trois catégories. En lançant officiellement le démarrage de cette compétition, l'honorable sultan a salué cette initiative qui vise selon lui à promouvoir la maîtrise et la mémorisation du saint coran par la jeunesse de Dosso. Le sultan de Dosso a également invité les uns et les autres à faire de cette compétition un cadre de fraternité et de respect de nos valeurs morales.

Après deux jours de compétition qui a été supervisée par Oustaz Abdul-Aziz, le jury dont le remarquable travail a été salué par l'ensemble des acteurs, a procédé à la proclamation des résultats dans l'après midi du dimanche 26 mai 2019. C'est ainsi que les trois premiers de chaque groupe ont été récompensés par des cadeaux en espèce et en nature. C'est ainsi que le nommé Abdoul wahab Harouna est classé en tête de la

première catégorie SABBI. Indatou Moussa et Djibrila Saley deux premiers de la deuxième catégorie AMMA et enfin NASSIRAABDOULAYE, lauréate de ce grand prix dédié à la mémoire de l'imam Harouna, il s'agit d'une moto d'une valeur de 450.000 F CFA.

Le jury a également attribué des prix d'encouragement à certains compétiteurs et à toutes les écoles coraniques ayant participé à cette édition du MOUSSABAKA du sultanat de Dosso. Après la cérémonie de remise des prix, les lauréats et organisateurs se sont transportés au sultanat où l'honorable Maidanda Seydou Djermakoye les a reçus dans une ambiance emprunte de chaleur et de cordialité. Il a pour sa part offert des prix d'encouragement à tous les lauréats qu'il a tenus à féliciter physiquement. Enfin une fatiha a été dite pour implorer Dieu le tout puissant pour qu'il descende sa miséricorde sur la ville de Dosso en particulier et le Niger en général. Notons enfin qu'en marge de cette compétition, un prêche a été organisé dans la nuit du 25 mai au quartier Alfagay.

Alfagay est fondé par Alfa Harouna, grand érudit des connaissances coraniques, qui s'est donné pour l'expansion de l'islam dans la province de Dosso. De son temps à nos jours, ses enseignements font toujours école.

C'est donc un pari gagné pour les organisateurs Kalidou Garba et autres qui viennent de réaliser un coup de maître pour un coup d'essai. Zada H